

obligatoire des enfants de moins de 13 ans, 1898 : loi sur la répression des violences, voies de fait, actes de cruauté et attentats commis envers les enfants. Pourtant vous semblez affirmer qu'elle peine à les protéger. Avez-vous voulu, là encore, mettre le doigt dans la faille, trancher dans le vif, mettre en lumière cette dissension entre la parole et les actes ?

G. B. : Je crois que j'ai répondu au moins partiellement à cette question dans la deuxième question.

L'Émancipation : "... à un moment ou à un autre, [les flics] avaient tous reçu l'ordre d'écraser les soulèvements ouvriers, et ils avaient obéi, tous, en bons soldats qu'ils étaient" (page 205). L'ordre est-il toujours hier comme aujourd'hui à la botte du pouvoir ? Et le peuple sous son talon ?

G. B. : Le passage en question concerne un de mes enquêteurs, le lieutenant Grimbert. Lors de son service militaire, il a participé à la répression de Fourmies. Le premier mai 1891, des ouvriers manifestent pacifiquement. Mais les couches populaires représentent un danger. L'affaire tourne mal. Des militaires, dont Grimbert, tirent dans la foule et massacrent des ouvriers. Ce souvenir le hante. La rédemption pour lui aussi est impossible. Ce qui lui donne une posture ambivalente par rapport au maintien de l'ordre.

En étant cynique, je dirais que cette question sur la police écrasant le peuple ferait s'étouffer monsieur Darmanin, pour qui les violences policières n'existent pas. Pourtant, la police de répression est une grande tradition française. On l'a vu encore récemment lors des manifestations des gilets jaunes. L'argument du monopole de la violence, les doctrines policières sur l'ordre public, les armes utilisées sont à réinterroger, bien sûr.

L'Émancipation : "– Les salauds de l'Anti-France, lâche Dessien. – Ah, l'ennemi intérieur ! soupira le flic. – Les Juifs, oui, mais pas seulement, les protestants, les étrangers aussi et les internationalistes, tout le syndicat de la trahison acharné à détruire la France" (pages 183-184). Le parallèle entre deux époques, autrefois et aujourd'hui, transparait quand on referme votre livre. Est-ce volontaire ?

G. B. : C'est le propre du roman historique d'être un miroir de notre époque, car chaque étape du passé construit notre temps présent. Avec ce roman, je parle de problèmes politiques ou sociaux actuels de manière détournée. L'antisémitisme du XIX^e siècle renvoie à la

xénophobie ambiante, qui reste un fonds de commerce idéologique de l'extrême droite, avec une tendance à s'étendre. Et la question de la place des femmes dans la société, de l'importance que l'on accorde à leur parole, a pris une nouvelle tournure avec le phénomène #metoo et la dénonciation des violences sexuelles.

Par ailleurs, j'ai voulu employer un style qui tire le roman vers le présent : chapitres courts, alternance de points de vue, tout en évitant les anachronismes. D'ailleurs, certains mots ne font pas leur âge. À un moment j'avais besoin d'une insulte homophobe d'époque, et j'ai trouvé le terme "tapette" qui remonte, selon le Robert, à 1854. Quand j'avais le choix entre un mot qui faisait daté et un autre qui sonnait un peu plus "moderne", je choisisais le moderne sans aucun scrupule.

L'Émancipation : Quelle serait la réponse à la question que je ne vous ai pas posée ?

G. B. : Et votre prochain roman ?

Il s'intitule **Le Grand Soir** et sortira au début du mois d'octobre. C'est un roman qui se passe quelques années après **La République des faibles**, en 1906, mais il ne s'agit pas d'une suite à proprement parler puisqu'il ne contient aucun personnage récurrent.

L'histoire commence le jour de l'enterrement de Louise Michel, quand une jeune fille de bonne famille disparaît sans laisser de trace. Un an plus tard, sa cousine mène l'enquête pour la retrouver et entre dans les milieux révolutionnaires et féministes de l'époque.

La toile de fond historique s'étend entre mars 1906, où une catastrophe minière provoque plus de 1000 morts dans le Nord, à Courrières, et le 1^{er} mai 1906, première grande journée de manifestation nationale, quand la CGT appelle tous les ouvriers à venir manifester à Paris pour l'obtention de la journée de travail de huit heures. Cette journée avait créé beaucoup de fantasmes de part et d'autre de la société.

Dans ce roman, on retrouvera des thèmes qui me sont chers, les revendications sociales et la défense des droits des femmes et des ouvriers.

L'Émancipation : Merci Gwenaël Bulteau de nous avoir accordé un peu de votre temps.

Entretien réalisé par François Braud □

Almanach d'histoire ouvrière

8 octobre 1912 : sortie du premier journal ouvrier quotidien au Royaume-Uni. Dans un pays qui est encore le centre du capitalisme mondial au début du XX^e siècle, l'existence d'un mouvement ouvrier indépendant ne va pas de soi. Pendant longtemps, le puissant mouvement syndical (les "trade unions") est subordonné au parti libéral, un parti bourgeois de gauche. Il a commencé à s'organiser en parti politique indépendant depuis 1900 avec le "Labor party" : une structure associant syndicat et groupes politiques socialistes. Mais il lui manque un organe de presse indépendant, face à la presse bourgeoise réactionnaire et anti-socialiste. Le porte-parole du parti, James Keir Hardie, propose de lancer une souscription, qui a un certain succès : aussi naît le **Daily citizen**, au tirage quotidien de 200 000 exemplaires environ, et très lu dans les quartiers ouvriers. Mais le journal du fait des difficultés de la guerre, disparaîtra en 1915... la même année que Keir Hardie, qui entretemps était devenu le leader de l'opposition à la guerre.